

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : A. MICHEL  
☎ : 04.56.59.49.68  
✉ : 04.56.59.49.96

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE N°2012324-0025

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment le livre V, titre 1<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) et l'article L.514-1 ;

**VU** l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités exercées par la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE au sein de son usine de fabrication de polychloroprènes située route nationale 85 sur la commune de CHAMPAGNIER, et notamment l'arrêté préfectoral N°2012137-0032 du 16 mai 2012 ;

**VU** le mémoire de réhabilitation du site transmis par la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE le 1<sup>er</sup> février 2010 et complété le 25 janvier 2011 ;

**VU** les compléments au mémoire de réhabilitation et le dossier de demande de servitudes d'utilité publique transmis par la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE le 31 juillet 2012 en application de l'arrêté préfectoral N°2012137-0032 du 16 mai 2012 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes, du 29 octobre 2012 ;

**CONSIDERANT** que les compléments transmis le 31 juillet 2012 par la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE ne sont pas satisfaisants et ne permettent pas à l'inspection des installations classées de statuer sur les suites à donner à ce dossier ;

**CONSIDERANT** que la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE n'a pas répondu à certaines demandes imposées par l'arrêté préfectoral N°2012137-0032 du 16 mai 2012 susvisé, et notamment qu'elle n'a pas respecté les dispositions des articles 2.2, 2.3, 3.2 et 4 de cet arrêté ;

**CONSIDERANT** que le non respect des dispositions prévues par l'arrêté susvisé est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1, du livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de faire application de l'article L.514-1, section 1, chapitre IV, du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** – La société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE, représentée par Maître Silvano CARLAN, liquidateur amiable domicilié route nationale 85 – Champagnier – BP 19 – 38800 Le Pont de Claix, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions techniques suivantes de l'arrêté préfectoral N°2012137-0032 du 16 mai 2012 applicables à son site implanté sur la commune de CHAMPAGNIER :

- **article 2 § 2.2** : préciser l'origine des valeurs de pollution résiduelle retenues pour les bétons restés en place sur le site (fond de la fosse 800), et transmettre l'ensemble des analyses réalisées sur les structures (dalles, fond de rétention, etc) restées en place (y compris la rétention de 6000 m<sup>3</sup>), afin de disposer d'un état exhaustif de la pollution résiduelle ;
- **article 2 § 2.3** : procéder à des investigations complémentaires au niveau de la zone d'implantation de l'atelier monomère ;
- **article 3 § 3.2** : prendre en compte dans l'analyse des risques résiduels l'ensemble des polluants présents, y compris ceux dont la teneur est inférieure à celle des déchets inertes au sens de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes. A défaut, l'absence de leur prise en compte devra être justifiée. Le cas échéant, l'exploitant procèdera à l'excavation des sources de pollution identifiées ou proposera des conditions d'aménagement spécifiques dans le cadre de la réhabilitation du site afin de réduire ou de supprimer les voies de transfert entre les sources résiduelles et les cibles (futurs employés du site) ;
- **article 4** : joindre au dossier de servitudes un plan détaillé indiquant l'ensemble des polluants identifiés et leurs concentrations.

**ARTICLE 2** – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 4** – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté peut être déféré au tribunal administratif, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

**ARTICLE 5** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de CHAMPAGNIER et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE, représentée par Maître Silvano CARLAN, liquidateur amiable.

Fait à Grenoble, le

19 NOV. 2012

Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire Général

Frédéric PERISSAT